

AFRIQUES EN LUTTE !



AFRIQUES EN LUTTE !

Bulletin d'information  
du groupe de travail  
« Afriques » du NPA



Nouvelle formule

n°16 - janvier/février 2012

Prix libre

**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

## Édito

### Rwanda : la vérité rattrape toujours le mensonge

« *Le mensonge peut courir une année, la vérité le rattrape en une journée* » dit un proverbe africain. Les juges Trévidic et Poux mettent à plat le travail biaisé et uniquement à charge contre le FPR (Front Patriotique Rwandais) du juge Bruguière dont le principal objectif a été certainement la dissimulation du rôle de la France dans le génocide des Tutsi du Rwanda, aidé en cela par certains médias français.

L'attentat du 6 avril 1994 qui a coûté la vie aux Présidents rwandais et burundais marque le point de départ d'un plan diabolique élaboré par les extrémistes Hutu, lequel plan conduira au génocide des Tutsi du Rwanda.

La boîte de pandore est désormais ouverte et aucun expert ni aucun journaliste ne peut se cacher derrière les fausses conclusions du juge Bruguière. Il faut à présent aller plus loin afin de connaître le vrai rôle de la France dans cette tragédie humaine qui a conduit à la mort de presque un million de personnes en majorité des Tutsi.

Au nom de la *real politik*, les hommes politiques français ont ils soutenu l'insoutenable, l'inavouable ? Contre le FPR de Paul Kagamé pro américain, les démons de Fachoda ont ils pris le dessus ? Nous ne demandons qu'à savoir la vérité car elle est nécessaire pour que les morts dorment enfin en paix.

Moulzo

## S O M M A I R E

### • En bref

Cameroun

Togo : lutte étudiante

Maroc : lutte Nubrifel

Bénin : attaque contre les droits

Égypte : islamiste contre Socialistes

### • Nouvelles du continent

Mauritanie : "Touche pas à ma nationalité"

Égypte : Situation après les élections

### • Françafrique

Manœuvre de l'impérialisme au Sahel

Mayotte : Bilan de la lutte

### • Dossier Nigeria

Nigeria : une mobilisation historique

Nigeria : de Goodluck à Badluck

### • Initiatives et luttes

Semaine anti-coloniale

### • Histoires-mémoires

Anniversaire du décès de Cheikh ANTA DIOP

livre de Serge Bilé "Sombre Bourreaux"

### • Cultures

Un cimetière dans l'océan indien

Albert Camus, un écrivain colonialiste

**CAMEROUN: le bandit de grand chemin portait une cravate !**

Le climat de peur est le meilleur, allié des dictatures. Biya et son gouvernement l'ont bien compris mais pour ne pas attirer trop l'attention de l'opinion publique internationale, ils utilisent une méthode simple : Tous les citoyens qui sont soit en opposition au régime soit tombés en disgrâce peuvent se retrouver du jour au lendemain dans les geôles du pouvoir.

L'idée n'est donc pas de procéder à des arrestations massives, mais plutôt à travers des exemples faire comprendre qu'aucun citoyen n'est à l'abri. Pas plus les caciques du régime qui peuvent être accusés de corruption dans le cadre de l'opération anti-corruption Epervier, que les militants de l'opposition qui peuvent être accusés de vol ou de sédition.

Ainsi Joe de Vinci Kameni dit Joe la conscience avait été arrêté et jeté en prison pour avoir participé activement aux mobilisations contre le changement de constitution en 2008. Aujourd'hui c'est Enoch Meyomesse président de l'Association nationale des écrivains camerounais, il est aussi connu pour être un opposant à Biya. Il a été arrêté lors de son retour de Singapour pour des motifs aussi multiples que farfelus, tentative de coup d'état, puis pour braquage à main armée et maintenant vol d'or.

On est bien loin des discours de rassemblement prononcés par Biya lors de son investiture après la farce électorale des dernières présidentielles.

S'il y a bien un bandit de grand chemin au Cameroun, il se trouve à la tête du pays, les enquêtes des biens mal acquis ne disent pas autre chose.

Paul Martial

**TOGO: Des conditions d'étude moins pires qu'avant**

Début décembre 2011, des grèves et mobilisations massives se sont déroulées dans les universités du Togo. Malgré les manœuvres, la fermeture des universités et la répression, le mouvement étudiant a tenu bon et a obligé le gouvernement et les autorités universitaires à s'asseoir à la table des négociations, ainsi le 13 janvier un accord était conclu qui prévoit notamment :

- Le recrutement des titulaires de la Licence LMD dans la fonction publique en A2
- L'équivalence entre la licence LMD et la maîtrise classique
- Une bourse pour les étudiants de 120 000 FCFA payable en quatre fois
- La participation des étudiants et de leur organisation syndicale à la Commission nationale des bourses
- Le libre accès et la gratuité à la connexion Wifi à l'université de Lomé
- L'accélération de la rénovation et de la construction de locaux neufs dans les universités, ainsi que de l'électrification sur le campus.

Comme le respect de la parole donnée n'est pas une des premières vertus du gouvernement togolais et c'est un euphémisme, la vigilance du mouvement étudiant est de mise pour que les mesures soient réellement appliquées.

Paul Martial

**MAROC: Contre NUFRI, la lutte doit porter ses fruits.**

Les ouvrières de la société NUFRI filière, marocaine de la société NUFRI espagnole spécialisée dans le conditionnement des fruits et légumes destinées à l'export, dans la région d'Agadir, observent depuis le 30 décembre un sit-in devant leur usine pour le respect du droit syndical.

Non seulement cette société exploite une cinquantaine de femmes depuis plusieurs années dans des conditions très dures en bafouant les dispositions élémentaires du code du travail telles que le SMIG, la prime d'ancienneté, la carte de travail, les bulletins de paie, l'indemnisation des jours fériés, etc. mais de plus, elle leur interdit, de fait, le droit de créer une section de la Fédération Nationale du Secteur Agricole (FNSEA) affiliée à l'Union Marocaine du Travail (UMT) en licenciant arbitrairement 5 ouvrières dont une membre du bureau syndical et sanctionnant beaucoup d'autres. Les ouvrières exigent la réintégration des licenciées, le respect du droit syndical, l'annulation de toutes les sanctions prises à l'encontre de beaucoup de leurs collègues, et l'ouverture d'un dialogue sérieux sur leur cahier des revendications.

Le NPA salue ces ouvrières qui luttent courageusement, dans des conditions extrêmement difficiles contre l'exploitation des capitalistes espagnols et marocains. Il demande à ses militants de faire connaître leur combat et de développer avec elle la solidarité la plus large

**CAN 2012: Internationale Ballon rond**

2012, c'est l'année de la coupe d'Afrique des Nations, sans les lions indomptables du Cameroun mais avec le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Le ballon rond peut servir aussi les intérêts des politiques et Wade doit prier tous les Dieux pour que les lions de la Téranga du Sénégal remporte enfin leur première coupe d'Afrique et ce juste avant les élections présidentielles prévues en février...Ce serait le top et un passeport pour un nouveau mandat. Sauf que sa candidature est anti constitutionnelle et Wade fait le dos rond. Le ballon rond va peut être réconcilier la Côte d'Ivoire grâce à Drogba et les éléphants. Il paraît que les Camerounais supportent la Guinée équatoriale où évoluent 5 joueurs originaires du pays de Roger Milla. Pour le ballon rond, tous les passeports sont bons.

Moulzo

**EGYPTE: Les islamistes grands gagnants des révolutions**

Les Islamistes ont remporté plus des deux tiers de l'Assemblée dont la moitié pour les seuls frères musulmans. Comme en Tunisie, la déferlante islamiste après les révolutions qui ont chassé les dictateurs doivent interpellier les pays occidentaux sur le sens à donner à ces élections. A force de soutenir les dictateurs pour leurs seuls intérêts, ils ont oublié que le peuple seul aura le dernier mot en démocratie. Les partis islamistes ont été présents à côté du peuple, le soutenant contre les dictateurs et leurs alliés. Espérons seulement que la nouvelle Égypte fasse la part belle aux droits fondamentaux de tous les Égyptiens ( musulmans et chrétiens) et que la révolution si chèrement gagnée ne s'écrase dans les méandres de l'obscurantisme.

Moulzo

## MAURITANIE: Aziz, ton recensement raciste ne va pas nous tuer!

Depuis 2011, la population noire mauritanienne se soulève contre le recensement en cours, ordonné par le régime militaire du colonel Ould AbdelAziz. Les négro-mauritaniens craignent la remise en cause de leur nationalité. Dans un pays encore marqué par les déportations des noirs d'Avril 1989 et la confiscation de leurs terres au profit des riches familles beïdane, ou la pratique l'esclavage perdue encore malgré le déni des autorités, on ne peut que les comprendre. D'autant plus que les pièces administratives exigées sont quasiment impossibles à obtenir. Et ceci peut tourner à la farce ubuesque lorsque un homme de 80 ans doit prouver que son arrière-arrière-grand-père est né mauritanien et qu'en plus il doit parcourir le pays d'un extrême à l'autre pour obtenir un foutu papier qui, au final, n'a jamais été produit par l'administration ... ou malencontreusement égaré par un fonctionnaire peu scrupuleux.

Outre le caractère humiliant du recensement, il s'y ajoute que les Mauritaniens de la diaspora ne peuvent le faire qu'à une seule condition : retourner au pays.

Si le recensement doit servir pour prévoir le développement économique, territorial et institutionnel d'un pays, il tourne là à l'enjeu politique puisque c'est le seul pays au monde où les données démographiques, quand elles existent, relèvent du secret-défense.

Paradoxalement celui-ci ne pose aucune difficulté aux centaines de Touaregs que le régime du Colonel Ould Taya (au pouvoir de 1984 à 2005) avait fixés sur la vallée du fleuve Sénégal, aux seuls fins, d'une part de dénégrier cette région riche en minerais et stratégique en voies communicantes et, d'autre part, s'assurer leur soutien dans la lutte contre le terrorisme, avec bien sûr, l'aide de la France qui vient d'accorder 750.000 euros pour, officiellement, y développer l'enseignement du Français.



Le mouvement « Touche pas à ma nationalité »

Le fait que la majorité des enquêteurs soit beïdane et ne parlent que l'Arabe, exacerbe d'autant plus le sentiment, justifié, d'exclusion de toutes représentations officielles des populations Toucouleurs, Ouolofs, Soninkés et Peulhs, pourtant majoritaires dans le pays. Le projet du Président Aziz consiste pour ses populations à les faire se déplacer chez les agents recenseur et leur prouver qu'elles sont bien mauritaniennes. La Commission Nationale de Recensement compte 19 membres dont 18 sont Bédanes. Ses agents peuvent, selon leur bon vouloir, retirer sa nationalité à un individu et en faire un apatride dans son propre pays sans aucun recours possible. Pourtant la loi mauritanienne stipule que seul un décret peut déchoir un individu de sa nationalité et uniquement en cas d'atteinte à la sûreté de l'Etat. On peut donc en conclure que tout négro-mauritanien peut juste être considéré comme un esclave ou un terroriste, mais pas comme un individu citoyen.

Il n'est donc guère étonnant que la majorité des animateurs du Mouvement « Touche pas à ma nationalité » soient issus de ses trois ethnies. Avec l'Initiative Résurgence Abolition de l'esclavage, c'est un mouvement issu de la société civile, regroupant tout mauritanien luttant contre le pouvoir militaire et ses avatars. Ce sont, à l'heure actuelle, les deux organisations dont les militants sont quotidiennement persécutés et emprisonnés. Preuve que le pouvoir est aux abois, depuis l'immolation, le 17 Janvier 2011 de l'homme d'affaires Yacoub Ould DAOUD qui signifiait aussi par son geste le ras-le-bol du peuple, dénonçant également la corruption galopante, mais auquel le pouvoir répond par un quadrillage militaire du pays de peur d'avoir à subir le même sort que Ben Ali, Mubarak et leur clique.

Ces deux mouvements ont lancé un boycott du recensement de grande ampleur. Tout comme Messaoud Ould Boulkheir, Président de l'Assemblée Nationale, reconnu pour sa finesse et sa sagesse politique, ils estiment que c'est le plus grand danger qui menace la cohésion nationale, n'hésitant pas à faire une comparaison avec la politique menée par Henri Konan Bédié et sa fameuse « Ivoirité ».



Répressions contre les manifestants pacifiques

C'est ainsi que la répression sanglante s'est abattue lors des manifestations de Maghama et de Mouqata, faisant un mort, le jeune Lamine Mangane, 19 ans et plusieurs blessés graves. Depuis, toute la willaya du Gorgol, Région de Kaédi, est sous contrôle policier sans compter que les villes ont été incendiées, rappelant étrangement les razzias négrophobes d'Avril 1989 dont on peut encore ressentir les séquelles.

A l'intérieur comme à l'extérieur du pays, ce recensement aux relents d'apartheid diffuse une onde de choc, relayée en cela par les diasporas présentes lors des sit-in et autres occupations des Consulats. Mais aussi également par le biais des réseaux sociaux du net, où militants pro et anti pouvoir s'affrontent de plus bel. On peut également signer une pétition sur le site [touchepasamanationalite.com](http://touchepasamanationalite.com) tout comme nous l'avons fait pour exiger la libération sans condition des militants de l'IRA, incarcérés suite à un procès inqualifiable si ce n'est que liberticide pour le peuple mauritanien.

Aziz réveille donc les démons du passé en Mauritanie, aux seules fins d'asseoir son pouvoir militaire. Après les Printemps Égyptien et Tunisien, espérons que 2012 sera l'année de révolution et de libération du peuple mauritanien.

C'est tout le sens de la lutte que mènera le peuple mauritanien jusqu'à ce que tombe la dictature quitte à ce que ce soit une longue marche vers la liberté. Et nous avons de bons pieds et de bonnes chaussures.

**Mariam SERI SIDIBE**

## EGYPTE: Un an après la révolution, des craintes pour l'avenir politique

**A** l'heure où nous bouclons, l'Égypte s'apprête à fêter dans la division et, pour certain-e-s le doute, le premier anniversaire du début de sa révolution. La manifestation du 25 janvier 2011 au Caire avait marqué le début du soulèvement de masse. Au jour-anniversaire de la date, en 2012, l'armée commémorera l'événement par... une parade militaire, sur la désormais célèbre place Tahrir de la capitale égyptienne.

Des militant-e-s du « Mouvement du 06 avril » (qui porte son nom en raison d'une grève générale, ayant eu lieu le 06 avril 2008) quant à eux, avaient été réprimés pour avoir appelé à un rassemblement indépendant du pouvoir le même jour. Quatre militants furent ainsi arrêtés, le 03 janvier 2012, pour avoir distribué des tracts et collé des affiches dans ce sens. La direction militaire du pays entend bien, visiblement, contrôler et verrouiller le proche avenir politique de l'Égypte.



En même temps ou presque, le premier parlement égyptien issu d'élections vraiment pluralistes, depuis que l'armée avait pris le pouvoir en 1952 sous Gamal Abdel Nasser, a commencé à se réunir. Sa première session a eu lieu le 23 janvier 2012. Elle était placée sous le signe de la victoire précédente des partis islamistes, qui restent cependant divisées entre plusieurs courants. Les « Frères musulmans », qui - avant le scrutin - s'étaient comportés en vrais politiciens tacticiens et avaient tenté de rassurer tout le monde (l'administration américaine, les touristes, la bourgeoisie...) ont ainsi obtenu 47 % des voix pour la liste de leur « Parti de la Liberté et de la Justice ». A leur tour, les salafistes, partisans d'une lecture rigoriste et réactionnaire-puritaine de l'islam dont le principal parti en lice était An-Nour (« La lumière »), ont pu réunir 24 % des voix. Cependant, beaucoup des forces issus des jeunes révolutionnaires n'avaient pas voulu se présenter aux élections, ou encore avaient stoppé leur campagne suite aux violences survenus en novembre 2011 sur la place Tahrir.

### Une nouvelle révolution nécessaire ?

Certains appellent de leurs vœux « **une deuxième révolution** », en Egypte, après celle qui a chassé le président Hosni Moubarak du pouvoir en février 2011 - ce dernier étant désormais en prison, le procureur de la République ayant requis la peine de mort contre lui.

D'autres insistent plutôt sur l'idée que « **la (première) révolution est loin d'être terminée, il faut la continuer** ».

Peu importe la terminologie employée, à la limite ; même s'il est sûr et certain que ce serait une grave erreur que de considérer la révolution démocratique et populaire en Egypte comme « terminée ». En effet, même si Moubarak a dû renoncer au pouvoir - après 30 ans de présidence ininterrompue - et que son « Parti national démocratique » (PND) a été formellement dissous en avril 2011, on voit bien maintenant que les bases de la dictature sont bien restées en place. Alors que le pouvoir économique de la bourgeoisie n'est guère entamé, c'est maintenant l'armée qui exerce ouvertement le pouvoir politique. Le Scaf (« **Supreme council of the armed forces** » - SCAF, Conseil suprême des forces armées), gouvernant le pays depuis plusieurs mois, est bien l'émanation du pouvoir militaire.

Au début de l'année 2011, l'armée avait su conserver une forte popularité, en se donnant l'apparence de rester neutre, entre les forces de la dictature et les participant-e-s aux manifestations de masse. Ce n'est pas elle qui tirait, frappait,

lynchait : le sale travail était alors fait par la police de Moubarak ainsi que par des miliciens en civil, les « baltagiya ». L'armée s'interposait parfois entre les manifestant-e-s et les agresseurs en uniforme de police ou en civil. Arguant du fait que « nous aussi, nous sommes les fils du peuple », les militaires prétendaient « protéger le peuple », évitant ainsi d'être honnis à l'image des autres forces du régime en place.

Aujourd'hui, c'est une autre affaire. L'armée dirige le pays, et c'est elle qui réprime maintenant les manifestations et (parfois) les grèves, ces dernières étant nombreuses depuis le mois de février... alors même qu'un décret adopté par le SCAF à la mi-mars 2011 permet de criminaliser une grève dès qu'elle perturbe le fonctionnement d'un service. Alors que les grèves dans certains secteurs (textiles, transports, ...) continuent à fleurir malgré tout, des manifestant-e-s, des blogueurs critiques sur Internet et d'autres « contestataires » sont souvent impitoyablement poursuivis par les militaires. 12.000 à 13.000 civils ont été jugés entre le printemps et la fin 2011, selon les propres chiffres de l'armée, par des tribunaux militaires après la chute de Moubarak, pour des « délits » liés à la contestation. D'autres opposants sont parfois condamnés en mettant sur leur dos des prétendus délits de drogue ou autres violations de la loi.

### Novembre sanglant

Surtout, la violence a explosé plusieurs fois lors de tentatives, par l'armée, d'évacuer la foule des manifestant-e-s réuni-e-s sur la désormais célèbre place Tahrir, au Caire. Au cours de la dernière semaine de novembre 2011, au minimum 42 civils ont été tués sur et autour de cette place. Auparavant, l'évacuation hyper-violente d'un petit groupe de 150 personnes campant sur la place Tahrir avait déclenché des affrontements. Plusieurs témoignages rapportent l'utilisation de gaz toxiques par l'armée, ayant asphyxié bon nombre des civils tués. Des snipers tirèrent depuis les toits environnants sur les manifestants, visant souvent délibérément les yeux.



Agression de la police égyptienne contre une manifestante

Les affrontements de la fin novembre 2011 firent suite à une polémique déclenchée par des plans rendus publics par le Scaf au début du mois. Le pouvoir militaire avait alors prévu de nommer lui-même 80 membres sur les 100 qu'allait compter la future Assemblée constituante, les 20 restants seulement pouvant être nommés par le parlement (élu, en plusieurs étapes, depuis le 28 novembre dernier). Le Scaf s'était par ailleurs réservé le droit explicite de congédier l'Assemblée constituante si elle allait toucher au budget de l'armée ou à des « principes supra-constitutionnels », échappant à la souveraineté populaire. Par ailleurs, le gouvernement militaire prétendait ouvertement rester au pouvoir au moins jusqu'en 2013, année où se terminerait « la transition » en cours.

Les très vives protestations sur la place Tahrir, juste avant le début des élections commencées le 28 novembre dernier, ont cependant contraint la direction de l'armée à déclarer qu'elle allait, finalement, partir plus tôt : en juin 2012. Il restera à vérifier, cependant, la

réalité de cette annonce.

### Quelle alternative?

Par ailleurs, les forces politiques qui s'étaient alors opposées - courant novembre - au SCAF sont elles-mêmes divisées. Alors que la gauche et les libéraux opposent la souveraineté populaire au pouvoir de l'armée (s'érigeant en « garant de principes supérieurs »), au moins une partie des islamistes voit les choses autrement. Pour eux, il n'est pas question - au fond - d'entendre parler de « **souveraineté populaire** », mais c'est bien « **la souveraineté de Dieu** » qui doit primer. Eux-mêmes s'érigeant en interprètes autorisés de la prétendue volonté divine...

A moyen terme, il est donc plutôt probable que les islamistes ou une partie d'entre eux se liguent avec les militaires (malgré des rivalités persistantes entre ces deux camps) contre la gauche et les démocrates, plutôt que le contraire. Le camp islamiste, et surtout son électorat de masse, pourrait néanmoins rapidement connaître une exacerbation de ses divisions et être placé en face de ses contradictions, déjà à vif. Alors que les « Frères musulmans », p.ex., possèdent un encadrement recruté parmi les élites sociales, leur électorat (ainsi que celui des salafistes) est en partie composé de milieux très populaires. La penchance de la direction des « Frères musulmans » depuis la fin du printemps 2011, vers la négociation de compromis avec les militaires, pourrait aussi les placer en contradiction avec une partie des sympathisants. Déjà, début 2011, la question de l'attitude vis-à-vis du soulèvement lui-même avait profondément divisé - pendant un temps - le camp islamiste qui, pendant les premières semaines, courait derrière les événements plutôt que des les initier.



Mahmoud Ezat et Mohammed Badie, deux leaders de la confrérie

Le constat d'un autoritarisme intrinsèque est vrai, surtout, pour les salafistes. Leur nom est dérivé du terme « es-salaf » pour « les anciens », pieux compagnons du temps du Prophète de l'islam. Même si leur activisme va souvent de pair avec une réelle volonté subjective de changement, face à une société perçue comme profondément injuste, le courant salafiste entend bien se comporter (pour l'essentiel) comme une sorte de guide éclairé. Ou, au mieux, comme un avant-garde détenteur d'une vérité « divine », devant influencer la société par « le bon exemple » donné.

A la différence des salafistes, prétendant incarner « un islam pur » à interprétation intégriste, les Frères musulmans - incarnant la plus ancienne force de l'islam politique en Egypte - font bien de la « Realpolitik ». A partir de juin 2011, par exemple, les contacts avec l'administration américaine étaient explicites et non dissimulés.

C'est peut-être aussi leur apparition plus ou moins « tacticienne » qui a laissé finalement une marge sur le flanc droit des Frères musulmans, qu'ont finalement occupé les

salafistes. Ces derniers - soutenus aussi par le royaume ultra réactionnaire d'Arabie Saoudite - ont également pu profiter du fait que le régime de Moubarak, voyant en eux une concurrence bienvenue pour les Frères musulmans puisqu'ils rivalisaient avec eux, avait laissé des marges de manœuvre importantes à ce courant. Alors que d'autres forces politiques furent réprimées, les salafistes disposaient à l'époque de leurs propres chaînes de télévision, d'un réseau de mosquées et d'autres leviers.

### Perspectives

La gauche et les démocrates auront, dans un proche avenir, à lutter à la fois contre l'armée qui reste au pouvoir et contre les islamistes.



Dans un premier temps moins à cause de leurs idées théoriques (réactionnaires), mais aussi et surtout parce que les Frères conduiront certainement une politique libérale, favorable à la bourgeoisie, une fois qu'ils seront arrivés au pouvoir. Il faudra attendre pour voir s'ils se comporteront plutôt en rivaux de l'armée ou si les deux forces se mettront d'accord pour un partage du pouvoir et des prébendes. Rappelons que l'armée égyptienne est une très forte puissance économique ( beaucoup d'officiers de haut rang sont aussi de grands patrons ) qui veillera jalousement sur ses propres intérêts.

**Berthold Du Ryon**

**Jeudi 9 février, 19h**

### **Élections Afrique ! 31e Réunion du 'Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique'**

*Bourse du travail de Paris - 3 rue du chateau d'eau, M° Château d'eau*

Rendez-vous tous les 2e jeudis du mois. Mobilisation commune inter-associative inter-diaspora sur les luttes des populations africaines et les processus électoraux sur le continent africain... En débat en février: discussion sur les élections et la situation au Sénégal.

<http://electionsafrique.org>

# Manœuvres de l'impérialisme au Sahel

« A long terme, le coup d'éclat d'Al-Qaida Maghreb islamique dans le Nord du pays pourrait bien servir l'intérêt de la France. Elle pourra ainsi légitimer sa volonté de contrôler militairement la région » estime Air Info, titre influent d'Agadez. [i]

En effet, si la stratégie de déstabilisation de la région du Sahel par AQMI (Al Qaïda au Maghreb Islamique- ex GSPC- Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat) est avérée, il n'en demeure pas moins que l'éclat de leurs actions (raptés d'occidentaux, attaques des intérêts au Sahel des multinationales) profite aussi à l'impérialisme. La parfaite réussite de ces opérations d'AQMI prouve par ailleurs une certaine complaisance locale, y compris celle des gouvernements locaux, souvent corrompus par les multinationales et se souciant peu du sort des populations locales qui elles, subissent violemment le racket organisé des ressources qui leur appartiennent. « Le fait est que bien des multinationales occidentales qui opèrent en Afrique sont insensibles au sort des populations. Mais si AQMI et autres parviennent à harceler et à narguer une multinationale comme Areva, c'est que le terrain y est propice : ils bénéficient de complicités au sein des populations livrées à elles-mêmes. [ii] ».



Le sahel, une zone à hauts risques

Mali, Mauritanie, Niger, les attaques contre les intérêts de la France n'épargnent aucun pays du Sahel. Au Niger par exemple, il semble que ce soient les difficultés économiques qui poussent les rebelles touaregs vers AQMI car les revenus de l'uranium (exploités par AREVA) ne profitent pas du tout aux populations locales. De plus, la compagnie française néglige les questions environnementales selon Seidik Abba (journaliste nigérien) qui pense que l'adhésion des touaregs à AQMI n'est pas idéologique mais stratégique car dans la région d'Arlit (où se situent les gisements d'uranium) par exemple, la défiance vis-à-vis d'AREVA s'est récemment accrue [iii].

A qui profite donc le crime ? Certainement pas seulement à AQMI qui récolte certes beaucoup d'argent grâce aux rançons tout en se faisant une publicité quasi gratuite à travers les médias occidentaux mais aussi aux victimes de l'impérialisme qui, en récupérant une partie de ces revenus, ont l'impression que ce n'est que justice. La France, implantée de longue date dans la

région, peut avoir quelques intérêts dans cette déstabilisation du sahel d'abord parce qu'elle n'incite pas les autres multinationales impérialistes (Chine, Etats Unis...) à s'y implanter mais aussi parce qu'elle justifie une présence militaire française dans la zone, souvent sur appel des gouvernements locaux. Les contradictions de la politique française au Sahel se révèlent au grand jour et la stratégie de Sarkozy « le cow boy du Sahel » n'est pas du tout payant. L'intervention musclée pour libérer Michel Germaneau a conduit à la mort de ce dernier, exécuté par le groupe islamiste en représailles. Les touaregs, persécutés au Mali et dans bien d'autres pays du Sahel, sont les principaux boucs émissaires alors que la misère seule les pousse (et pas tous d'ailleurs) vers AQMI. Les gouvernements maliens et nigériens peuvent à leur tour justifier de façon légitime la violence d'État qu'ils font subir aux touaregs.



Entraînement de militants d'AQMI dans le désert

AQMI, c'est quelques centaines de personnes (entre 80 et 200) qui réussissent à déstabiliser toute une région, celle du Sahel, la transformant en quasi « zone de non droit ». Mais il faut rajouter à ce nombre les non djihadistes, attirés surtout par l'appât du gain facile et revendant leurs otages à l'organisation islamiste. Le ministère français des affaires étrangères estimait leur nombre en juillet 2010 entre 450 et 500. Pas très valorisant pour tous ces États africains indépendants, obligés aujourd'hui de faire appel à la France pour lutter contre quelques centaines de djihadistes. La coopération militaire entre le Mali, le Niger et la France, se trouve renforcée et la présence militaire française dans la région accrue. L'impérialisme a plus d'un tour dans son sac pour continuer à exploiter encore et toujours les pays pauvres.

L'Union africaine doit prendre le problème d'AQMI à bras le corps et se charger de le régler. C'est uniquement de cette façon qu'elle pourra éviter une déstabilisation de la sous région du Sahel et empêcher la réimplantation légitime de l'impérialisme français dans cette zone qui semble lui appartenir comme un dû.

**Moulzo**

[i] Air Info, Agadir

[ii] Le pays, septembre 2010

[iii] Courrier international, décembre 2010

# MAYOTTE : Chronique d'un mouvement social historique

De Septembre à décembre 2011 Mayotte la quatrième île de l'archipel des Comores va connaître un mouvement social historique. Sur ce territoire rattaché à la France en 1974 et encore contesté en terme de droit international (pour l'ONU, l'OUA ou encore la Ligue arabe l'occupation française est illégale). Le 27 septembre un collectif composé de syndicats (Cisma/CFDT, CGTMa, CGC-CFE et plus tard FO), des associations (Solidarité Mahoraise, Association des consommateurs de Mayotte (Ascoma)) et des collectifs tel le "Collectif des citoyens perdus" (né lors de la première mobilisation contre la vie chère de 2009) vont appeler à la grève générale illimitée et à la mobilisation.



Mayotte, 101ème département français

## Des revendications égalitaires.

Cet appel est issu d'un mois de tractation pour les composantes de ce que l'on va baptiser « l'intersyndicale ». Ces derniers conviennent d'une mobilisation autour de la thématique de la « Vie chère ». Ce mot d'ordre regroupe une revendication simple la baisse des prix de 380 produits de première nécessité. Mais devant l'ampleur de la revendication l'intersyndicale s'accorde sur la baisse dans un premier temps des prix pour 10 produits (les ailes de poulet, les sardines, le riz, la viande, la farine, le lait, le sucre, les tomates, le sable et le gaz). La première phase d'une mobilisation qui souhaite remettre en cause la société de consommation, un développement vecteur d'inégalité. Pour ce qui est des forces politiques en présence si ce n'est les élus qui vont se joindre au mouvement afin de couvrir leur intérêt de bourgeoisie locale, les organisations politiques ne participeront quasiment pas au mouvement social en tant que tel. Un gréviste s'exprimait ainsi à la troisième semaine du mouvement : « **Tu sais c'est la première fois que l'on conteste vraiment à Mayotte on est pas habitué...** » A noter que les organisations politiques de tradition « contestataires » sont quasiment absentes de l'île. Les raisons sont sans nul doute à trouver dans le statut particulier de Mayotte, ainsi le PCF de La Réunion a-t-il apporté son soutien au mouvement non sans que les journalistes n'égratignent ce dernier de leurs commentaires acerbes rappelant que le PC réunionnais contestait la présence française à Mayotte... Il semble difficile pour la presse mahoraise à Mayotte de vouloir se battre pour l'égalité de tous et en même temps de contester une réalité coloniale, l'égalité serait donc bien loin d'être une valeur universelle...

La mobilisation de septembre fait suite à une première mobilisation en 2009 en écho au mouvement du LKP dans les Antilles, mouvement qui avait déjà été sévèrement réprimé par les autorités publiques, les arrestations intervenant plus de 6 mois après la fin des grèves... Ces mouvements avaient la même thématique mais n'avaient mobilisé principalement que les habitants de Petite Terre (seconde île de Mayotte qui comprend en fait plusieurs îlots).

En 2011 ce sera une mobilisation qui va intervenir 5 mois après l'accession de Mayotte au statut de 101ème département

français, mais comme le disait le préfet de l'époque (qui sera distingué par le prix Papon par les associations de défense des migrants) un département c'est avant tout des devoirs avant des droits... Dur nouvelles pour les mahorais qui attendaient depuis des décennies ce département. Nul doute que la diaspora mahoraise va aussi jouer un grand rôle dans le déclenchement du mouvement car c'est elle qui va alerter les habitants de Mayotte sur la situation ubuesque de l'économie mahoraise.

## Une économie d'inégalité.

Une économie où les prix des denrées sont supérieurs à ce de la métropole depuis la fermeture des frontières économiques et humaines décidée dans les années 90 afin de développer le territoire... Mais des salaires qui restent eux bien inférieurs à la moyenne métropolitaine, le RSA n'existe pas comme l'ensemble des aides sociales que l'on retrouve dans la France métropolitaine et le SMIC n'est toujours pas l'équivalent de celui de la métropole... Une situation sociale et salariale catastrophique pour l'ensemble de la population à l'exception d'une grande majorité des métropolitains de l'île expatriés et surpayés grâce aux primes dont une ironiquement baptisée « prime contre la vie chère »... C'est ce qui explique en partie la désertion des métropolitains des mobilisations, même si l'aversion de ces derniers pour les manifestations va plus révéler le renouveau d'un esprit colonial mal assumé et une inégalité intériorisée pour nombre de métropolitains. Le statut de colonie de Mayotte sera tellement criant lors de cette lutte que certains mzungus (= blancs) vont très vite retrouver les réflexes que l'on pensait disparus depuis l'Algérie des années 60; mais que la politique répressive des autorités, inspirée tout droit de la guerre contre révolutionnaire menée en Algérie, va refaire jaillir.

## Les différentes phases de la mobilisation.



Mobilisation historique à Mayotte

Cette mobilisation de plus de 44 jours va connaître différentes phases. La répression décidée par les autorités locales dans les premières heures du mouvement va radicaliser ce dernier. Ainsi dès le 28 septembre 2011 le préfet va décider de déployer devant plusieurs centaines de manifestants pacifistes les deux blindés de maintien de l'ordre de la gendarmerie stationnés dans l'ensemble des Dom Tom depuis les manifestations des Antilles (Laisant penser que les DOM TOM restent des pays de « sauvages »). Ce déploiement inimaginable de forces de l'ordre va cristalliser les tensions entre grévistes, soutenus massivement par la population, et les autorités. Des autorités qui n'auront de cesse d'aller crescendo dans la violence déployée à l'encontre des manifestants. Les tirs de grenades lacrymogènes, de grenades assourdissantes et de flash ball deviennent le lot quotidien de chaque journée de mobilisation. Un choc pour une population qui avait toujours perçu la France comme la mère protectrice... Cette violence va faire son lot de victimes un enfant de neuf ans va perdre son œil à la suite d'un tir de flash ball<sup>1</sup>, tout comme un adolescent de 14 ans qui perdra quand à lui sa mâchoire dans des circonstances similaires; et enfin la mort dans des

circonstances troubles d'un manifestant fuyant la violence policière.



L'État a le monopole de la violence légitime...

Mais un tel acharnement de la force publique ne va pas parvenir à démobiliser la population et va bien au contraire faire grossir les rangs des contestataires toujours plus nombreux jusqu'à atteindre plus de 15 000 manifestants pour une île qui compte 200 000 habitants le 13 octobre. Le seul effet que cette politique répressive va développer c'est le blocage partiel puis total de l'île et notamment des activités économiques. Les barrages vont fleurir partout sur l'île à l'issue de la troisième semaine dans le but d'éviter toutes confrontations avec les forces de l'ordre qui ont reçu d'importants renforts (comme le GIPN de la Réunion). Un blocage qui va caractériser le mouvement sur les dernières semaines de mobilisation même si cette stratégie n'évitera pas toujours les incidents avec les forces répressives, incidents qui tourneront généralement à la faveur des grévistes (ce qui pèsera d'ailleurs dans les négociations). Mais un blocage qui va également cristalliser les tensions entre la communauté métropolitaine et le reste de l'île. Car le blocus économique met à mal des traditions de consommation<sup>2</sup>. Les incidents qui émailleront les blocages, deviendront très vite un outil pour les autorités qui s'appuyant sur un appareil médiatique tout acquis au discours gouvernemental n'hésitera pas à donner un caractère racial à des incidents qui opposaient seulement grévistes et non grévistes comme l'on voit parfois en marge des mobilisations en métropole. Un exemple de la doctrine contre-révolutionnaire, l'outil favori des autorités gouvernementales dans les colonies (dont les DOM TOM), que l'on hésitait pas à proposer à Ben Ali d'ailleurs début 2011.

Les âpres négociations qui vont accompagner ces 44 jours de grève ne trouvant pas d'issue et les tensions se faisant plus fortes autour des barricades une pause est décidée par le mouvement social sans que les négociations n'aient aboutit.

Le mouvement social ne reprendra qu'un mois plus tard le 19 décembre et ne durera cette fois-ci que 2 jours. La signature d'un accord si rapide tient sans nul doute à l'essoufflement du mouvement et aux craintes de l'intersyndicale de voir ce mouvement devenir impopulaire si la lutte devait à nouveau s'éterniser<sup>3</sup>.

### La fin d'une lutte ?

L'accord trouvé en décembre 2011 reste encore loin des exigences des grévistes. Cet accord ressemble sans nul doute à une tentative de sortie de crise. Ce qui apparaît plus exact c'est que ce mouvement n'est que la prémisse d'autres mobilisations. Ce mouvement est le début d'un vaste mouvement social qui se cherche encore. Il a constitué une véritable onde de choc pour la population en mal de débouchés politiques... Une population qui n'a pas la tradition de la contestation et de la lutte sociale (il n'était pas rare qu'avant chaque manifestation ou action soit entonner successivement prières musulmanes et Marseillaise. Le drapeau français fleurissait aux côtés des drapeaux syndicaux et de certains autres à l'effigie de Mandela...). Chaque jour les syndicalistes synthétisaient l'avancement des négociations et

déterminés les stratégies à venir en consultant leur « base » à travers les assemblées populaires ouvertes à tous et toutes qui se tenaient de manière journalière sur la place de la République rebaptisée pour l'occasion place Tahrir...

Même si plusieurs bémols sont à noter dans ce mouvement (le comportement pas toujours très clairvoyant de certains grévistes bloquant les véhicules de secours, des incidents prenant parfois un caractère communautaire sur certains barrages) comme dans chaque mouvement populaire; la force de ce dernier aura sans nul doute d'être populaire et de faire entrer la société mahoraise dans une phase de contestation de son sort et d'aspiration à l'égalitarisme. Si la remise en cause d'un statut de colonie a gagné les rangs de la contestation, cette remise en cause était encore simplement de surface pas question pour autant de remettre en cause la présence française à Mayotte, la volonté affichée était celle de devenir un département comme un autre. Autre bémol et pas des moindres l'isolement dont aura été victime ce mouvement au contraire du mouvement des Antilles qui avait suscité un élan de solidarité important en métropole. En France cette solidarité va prendre un caractère communautaire, les mobilisations de soutien ne vont se créer qu'autour de la communauté mahoraise vivant en France observée par les médias tel une bête curieuse, pas vraiment comme des citoyens égaux à part entière... Un statut qui n'est pas sans rappeler celui des Algériens des années 60, les français musulmans comme l'on disait à l'époque (des français de seconde zone). Un peu comme si Mayotte avait certes voulu être française mais n'avait pas réellement demandé l'avis de la France, la France voulait-elle de Mayotte ??? Alors évidemment on peut trouver beaucoup d'explication à un tel mutisme en France (même si certaines sections syndicales françaises ont apporté leur soutien), y compris le mutisme du mouvement social et de celles et ceux qui la composent (isolement du territoire, black-out médiatique, relais d'informations contradictoires, précarité des moyens de communications locaux, rôle ambigu de la communauté métropolitaine présente sur l'île, ...). Il n'empêche qu'à l'heure où une population vivait un mouvement historique aux revendications populaires héritées de la spirale des révoltes de la faim, les grévistes mahorais ont vécu un isolement insoutenable et une indifférence devant des aspirations à l'égalité. Le seul soutien notable du mouvement restera celui du LKP aux Antilles.

Les revendications de la vie chère de l'égalité, de la fin du colonialisme dans les DOM TOM, ne serait-il que l'apanage des seuls DOM TOM? L'anti-colonialisme et la justice sociale des thèmes obsolètes pour la métropole ?

**Tibo**

<sup>1</sup>Le policier déclarera à posteriori s'être senti menacé par une bande de dix gamins de 10 ans à peine face à trois agents de police surarmés, y a pas à dire le rapport de force est là, comme quoi la révolution tient à peu de chose)

<sup>2</sup> Tradition plus ancrée chez les métropolitains que chez les autres habitants de l'île pour qui la société de consommation n'a que 15 ans avant cette date pas de supermarché sur l'île

<sup>3</sup>La perspective de reprise du mouvement social va développer la psychose au sein de la population la population se jetant sur les denrées de première nécessité dans la crainte d'un nouveau long conflit social, le riz va même venir à manquer sur l'île la veille du 19 décembre.



# Nigeria : Une mobilisation historique

Le 1<sup>er</sup> janvier 2012, le président de la république du Nigeria, Goodluck Jonathan, vient d'annoncer la fin de ce qu'il appelle « la subvention à l'essence » ce qui a pour conséquence de doubler les prix. Ainsi le litre d'essence passe de 65 à 140 Nairas (de 0.3 à 0.66€) dans les stations services et au marché noir de 100 à 200 nairas (de 0.47 à 0.95€).

Bien que le Nigeria soit le premier pays africain exportateur de pétrole, les populations devraient payer le prix fort et ne subir que les conséquences néfastes de la pollution et de la corruption liées à l'extraction de l'or noir.



Nigéria, un géant africain

## Une attaque récurrente.

Déjà en 1999, alors que le pays sortait d'une dictature militaire particulièrement féroce, les premières actions du gouvernement civil furent de tenter d'augmenter les prix du carburant, occasionnant ainsi de fortes mobilisations populaires. Depuis cette date, et par 19 fois, la bourgeoisie nigérienne essaiera d'imposer ces attaques avec une réussite partielle en 2007 où le diesel et le kérosène seront dérégulés, aboutissant aux prix les plus élevés du continent africain.

La classe dirigeante ne s'est pas embarrassée du respect de la Loi, ainsi elle a mis de côté le Petroleum Products Pricing Regulatory Agency (PPPRA) dont la direction est assurée par des dirigeants du secteur pétrolier, des représentants du gouvernement, mais aussi des organisations syndicales qui sont censés être l'organisme qui gère les produits pétroliers et la fixation des prix.

## Un déluge de mensonge.

En fait parler de subvention est, au pire, un mensonge au mieux un abus de langage. En effet, le Nigeria garde 445.000 barils / jours en plus des 2.5 millions de barils produit par jour pour sa consommation domestique. 170.000 barils sont raffinés sur place, (80.000 barils pour la raffinerie de Warri et 90.000 pour celle de Port Harcourt). Le reste est raffiné à l'extérieur du pays pour être ensuite réimporté. Dans le premier cas, celui du traitement domestique sur place, le prix vendu compense très largement les frais de raffinage, en effet il est estimé à 34 nairas<sup>[1]</sup>. Pour le second cas les estimations sont de 44 nairas avec un raffinage de très mauvaise qualité assuré, entre autre, par la société Trafigura qui s'est illustrée en déchargeant des déchets toxiques à Abidjan en Côte d'Ivoire. En fait le gouvernement, pour fixer le prix à la pompe, se réfère au prix de l'essence importé en oubliant de déduire la somme reçue lors de l'exportation du baril de brut qui a servi au raffinage de cette essence.

Trois semaines avant l'annonce de cette augmentation, lors de son voyage au Nigeria, Christine Lagarde, directrice du FMI avait intimé l'ordre au gouvernement nigérian de réduire les dépenses de l'Etat. C'est dans ce cadre que le gouvernement, en parlant de

suppression de la subvention, ne vise en fait qu'à intégrer les 445.000 barils dans la production OPEP et vendre le prix de l'essence à un niveau identique à n'importe quel pays qui importerait de l'essence sans fournir les barils de pétrole brut.

Evidemment en termes de communication il est plus facile de dire que l'on supprime les subventions au fuel plutôt que de dire que, sous l'injonction du FMI, on augmente de plus de 100% les prix. Autrement dit, la classe dirigeante nigérienne tente de s'emparer des 445.000 barils destinés à la population pour les vendre à l'extérieur et faire un maximum de profit.

## Le Goodluck de la bourgeoisie.

Les capitalistes nigériens n'ont eu de cesse de brader les richesses et les entreprises aux multinationales et veulent déréguler complètement le secteur pétrolier en privatisant la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC).

Jonathan Goodluck se justifie en expliquant qu'il s'agit, pour l'état, de faire des réserves financières. Mais faire des réserves pour quoi ? Déjà l'Etat a subventionné, à coup de milliards de nairas, les principales banques du pays sans rien exiger en retour. Pour mieux faire passer la pilule, les dirigeants tentent de faire croire que les sommes récupérées sur la population serviront à investir dans les infrastructures du pays. Ils ont déjà fait le même coup en 2007 lors de l'augmentation du diesel sans que personne n'ait rien vu de concret. Les infrastructures du pays sont complètement laissées à l'abandon depuis des décennies malgré les richesses énormes du pays dues à la manne pétrolière. Pourquoi aujourd'hui cela changerait-il ? A titre d'exemple pour Lagos, une ville qui compte plus de 15 millions d'habitants, il n'y a même pas un réseau ferré, obligeant ainsi les citoyens de conditions modestes à utiliser taxis ou minibus.

Si le pays est dans un tel état c'est du fait d'une politique d'alliance entre les élites nigériennes et les dirigeants des multinationales qui prennent des mesures délétères pour le pays, pourvu que cela leur rapporte. C'est ainsi que des fortunes se font à coup de surfacturations d'importation ou d'augmentations volontaires de surestaries.

Depuis 1999, malgré la délivrance de 19 licences pour la construction de raffineries qui font cruellement défaut au pays, aucune n'a vu le jour car les multinationales empêchent l'édifice de toutes usines de transformation du pétrole qui pourraient les concurrencer.

Pendant des décennies, le gouvernement a fermé les yeux sur la pollution liée à l'extraction du pétrole. Dans le delta du Niger, l'eau n'est plus potable, les activités agricoles sont condamnées, l'air est devenu irrespirable du fait des torches et les populations ne peuvent que voir leur région se détruire ou bien se réfugier dans des activités mafieuses et de piraterie pour survivre.

## La riposte des populations

Dès l'annonce de cette mesure, des milliers de nigériens sont descendus spontanément dans la rue dans les principales villes du pays Kano, Ilorin, Kogi, mais aussi Abuja, la capitale politique et Lagos, le centre économique du pays. Ils ont exprimés un ras le bol de ces gouvernements corrompus qui se succèdent, mais mènent la même politique : celle de s'enrichir aux dépens des populations. L'essence ne sert pas uniquement pour les véhicules, mais aussi aux générateurs pour produire l'électricité du réseau totalement déficient du fait de l'incurie des dirigeants. Les nigériens considèrent que la seule retombée positive, de la manne pétrolière est de bénéficier d'un prix relativement bas pour l'essence.

Le doublement du prix de l'essence ne va pas avoir seulement un impact sur les transports, mais aussi sur les produits de

consommation courante du fait de l'augmentation des coûts de production et d'acheminement. Une situation impossible pour 70% des 160 millions d'habitants qui vivent avec moins de deux dollars par jour.

Au Nigeria les deux principales organisations syndicales, le Trade Union Congress (TUC) et le Nigerian Labour Congress (NLC) sont puissantes, mais leur talon d'Achille est leur Direction particulièrement corrompue qui évite, au maximum, les affrontements décisifs avec la bourgeoisie. Les organisations syndicales, quant elles ont défié le pouvoir de la bourgeoisie, l'ont toujours fait sous la pression des mobilisations des masses.

Aussi les organisations de la gauche radicale, si elles sont faibles, n'en sont pas moins actives et mettent en avant la nécessité de l'auto-organisation et du contrôle des luttes par la base. C'est dans ce cadre, que s'est créé le Joint Action Front, qui est vu comme le troisième partenaire à côté de deux organisations syndicales pour mener la lutte.

A travers des revendications comme la nationalisation, le contrôle des travailleurs et des consommateurs sur l'industrie pétrolière, la gauche radicale met en avant des perspectives afin de créer une alternative à la politique de pillage des multinationales occidentales avec la complicité des élites du pays.

Les mobilisations ont été telles, que gouvernement et bureaucratie syndicale se sont mis d'accord pour enrayer une situation qui risquait de leur échapper. Pendant que les Directions syndicales appelaient à la fin des manifestations et des grèves, Jonathan Goodluck fixait le prix du litre d'essence à 97 nairas. En parallèle l'armée investissait les principaux centres urbains et empêchait violemment tous rassemblements. L'heure est maintenant au bilan et à la construction d'organisation réellement au service des travailleurs et des populations.

Paul Martial

[1] Dr. Agbon. Se reporter à : <http://saharareporters.com/article/real-cost-nigeria-petrol-dr-izielen-agbo>

## Nigeria: De Goodluck à Badluck

Pour de nombreux habitant-e-s du Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, le nom de leur président Goodluck Jonathan (littéralement « Bonne chance Jonathan ») ne rime décidément plus avec bonheur, mais plutôt avec malheur. Ainsi, la semaine dernière à Lagos, la capitale économique du pays, de milliers de manifestaient scandaient son nom transformé en « Badluck Jonathan ».



Goodluck Jonathan , Président du Nigéria

Au 1<sup>er</sup> janvier, par surprise, le président en exercice de ce pays de 160 millions d'habitants qui est le premier producteur pétrolier d'Afrique (devant l'Angola, avec 2,4 millions de barils par jour) annonça la suppression pure et simple des subventions sur le prix du carburant. Jusqu'ici, l'essence était lourdement subventionnée par l'État, pour environ huit milliards de dollars par an. Le président annonça la fin de cette subvention, « afin d'investir dans l'amélioration des infrastructures du pays ». Par ailleurs il compte poursuivre « une dérégulation complète du secteur », afin de le laisser à l'initiative du capital privé.

Ce n'est pas la suppression de la subvention sur l'essence en soi, qui est scandaleuse. Puisqu'elle soutient la consommation de carburant sans aucune proportionnalité avec le revenu des consommateurs/consummatrices, elle bénéficiait aussi aux revenus supérieurs. Les classes moyennes et supérieures du Nigeria aiment rouler en voiture de grosse cylindrée, gaspillant énormément d'essence. Cela est contreproductif sur le plan social tout en contribuant aux catastrophes écologiques, même si la pollution pétrolière causée par les grandes entreprises du secteur - à défaut de protections adéquates - dans le sud du pays (et surtout dans le delta du Niger) est encore bien pire à cet égard. Arrêter de faciliter le gaspillage de carburant et d'encourager la

pollution n'est donc pas un problème en soi. Mais aucune compensation pour les populations pauvres n'étant prévue, alors que 70 % des habitants du Nigeria vivent avec moins de deux dollars par jour, c'est surtout celles-ci qui vont être pénalisées.

Alors qu'elles ne roulent pas en grosses voitures rutilantes, elles, une partie non négligeable de leur budget était déjà consacrée aux frais liés aux produits pétroliers. Que ce soit pour payer les transports collectifs (bus, minibus) ou encore le carburant qui alimente les générateurs électriques, dans un pays où les coupures d'électricité sont fréquentes - comme dans tous les États de la région -, les pauvres étaient déjà aux limites de leurs capacités financières. Désormais, ces frais vont doubler, avec la fin brusque des subventions.



Puits de pétrole au Nigéria

A partir du lundi 09 janvier, les syndicats les plus importants du pays, réunis en deux confédérations (Congrès des travailleurs du Nigeria - Nigeria Labour Congress/NLC et Congrès des syndicats - Trade Union Congress/TUC), entamèrent une grève générale contre cette décision du gouvernement. Celle-ci affectait de nombreux secteurs, les transports collectifs étant en bonne partie paralysés et beaucoup de commerces fermés, mais dans un premier temps pas encore la production pétrolière elle-même, concentrée dans le delta du Niger et sur des plateformes offshore. Au début de la grève, les deux principaux syndicats du secteur restaient réticents à cette option, car il faut plusieurs jours pour conduire une installation pétrolière à l'arrêt, et encore plusieurs jours pour la faire redémarrer.

Berthod du Ryon

## 7ème édition de la Semaine Anticoloniale du 23 Février au 11 Mars 2012

La loi du 23 février 2005 sur «l'apport positif de la colonisation» a autorisé et légitimé une parole révisionniste sur le passé colonial de la France, une réécriture officielle de l'Histoire tentant de réhabiliter une période condamnable. Il est urgent de sortir de la «guerre des mémoires», de déconstruire un imaginaire colonialiste en luttant pour la réappropriation d'une mémoire partagée par tou-ttes car appartenant à notre histoire commune.

L'histoire coloniale de la France a été une violence, une agression, une destruction, une dépossession, une négation et une aculturation des peuples colonisés. De cette oppression sont nés des mouvements de résistance et de libération nationale, pour reconquérir une liberté confisquée. Frantz Fanon, Medhi Ben Barka, Thomas Sankara, Lumumba, Um Nyobe et tant d'autres se sont battus pour le respect du droit à l'autodétermination et l'égalité des droits.

Le 23 Février 2012 s'ouvrira, à l'initiative de Sortir du Colonialisme (association regroupant diverses organisations et soutiens du monde politique, associatif, culturel) la 7ème édition de la Semaine Anticoloniale et Antiraciste. Qui sera un peu plus qu'une semaine puisqu'elle se prolongera jusqu'au 11 mars, avec en point d'orgue différé, le 17 mars, dans toute la France, une grande manifestation antiraciste et anticolonialiste, la Marche Solidaire des Peuples en Lutte, co organisée avec le collectif D'ailleurs Nous Sommes d'Ici.

Les buts de la semaine anticoloniale sont de tenter une analyse des ravages du colonialisme et de ses blessures encore prégnantes aujourd'hui, de travailler sur la transmission de la mémoire et d'articuler les situations du passé avec les discriminations post coloniales qui stigmatisent et excluent une partie de la population, passant du statut de bouc émissaire à celui d'ennemi de l'intérieur.

Il est d'autant plus impératif de mener sans concession cette réflexion que 2012 est à la fois une année présidentielle au cours de laquelle, chasse aux voix oblige, des discours au racisme même plus latent vont fleurir. Elle est aussi celle de la célébration du cinquantième de l'Indépendance de l'Algérie, au centre du programme de cette Semaine Anticoloniale, et dont le coffret Algérie Musiques Rebelles fait entendre les chants. (à consulter et écouter sur le site [www.anticolonial.net](http://www.anticolonial.net)).

De nombreux événements vont y avoir leur place: conférences, débats, projections de films, concerts, et bien sur l'incontournable Salon Anticolonial, à la Bellevilloise, avec des stands de commerce équitable, un pool libraires, coordonné cette année par la librairie La Brèche, la remise du prix du livre anticolonial de l'année, du prix du Colonialiste de l'année et celui de la Françafrique, dont les nominés se bousculent; les visiteurs du site pourront d'un simple clic voter pour leur chouchou.

La Semaine franchit un saut quantitatif autant que qualitatif en sortant enfin du strict Paris intra muros et en organisant de nombreuses initiatives en régions, avec de nouveaux partenaires locaux.

Plus que jamais c'est à nous, antiracistes et anticolonialistes, de ne rien lâcher et d'être à l'offensive.

Gisèle Felhendler

### Agenda Anticolonialiste

**Mercredi 8 février, 19h-22h**

**Présentation Dossier Noir Survie 24 : « Areva en Afrique, une face cachée du nucléaire français », par son auteur Raphaël Granvaud**

*A la Maison des Associations du 3e, 5 rue Perrée, M° République / Temple*

**Vendredi 10 Février 2010, 19h, Prix libre**

**Conférences et 4 concerts contre la Françafrique**

*Olympic Café, 20 rue Léon, M° Chateau Rouge, Organisé par Survie Paris*

**ELOM 20ce, Togo + Apkass (solo) + Zalem + Dangereux Dinosaures**

<http://www.survie-paris.org/conferences-et-concerts-contre-la.html>

# Cheikh Anta DIOP: le dernier pharaon

L'insulte suprême a été faite le 26 juillet 2007, au sein même de cette université qui porte son nom, lorsque Nicolas Sarkozy est venu dire à la jeunesse africaine que « *l'homme africain n'est pas entré dans l'histoire* ». Cheikh Anta Diop a dû se retourner dans sa tombe, lui qui justement, a passé sa vie à montrer tous les apports du nègre africain à la civilisation mondiale. La riposte ne s'est d'ailleurs pas fait attendre et 23 intellectuels africains et français ont répondu à Sarkozy<sup>[i]</sup>. Il fallait exorciser le mal dans l'immédiat, laver l'affront qui a été fait au dernier pharaon de l'Afrique ainsi qu'à toute l'Afrique.



Cheikh Anta Diop

Le 7 février 2012 marquera la 26<sup>ème</sup> année de la mort de Cheikh Anta Diop (à l'âge de 63 ans), un des plus grands penseurs nègres si ce n'est le plus grand de tous, par son apport à la dignité de l'homme noir mais aussi sa vision politique d'une Afrique fédérale fière et debout. Car Cheikh Anta Diop était tout à la fois historien, anthropologue que physicien et homme politique anticolonialiste. L'homme ne se fixait aucune limite intellectuelle et transcendait par son esprit toutes les activités intellectuelles. Arrivé en Paris à l'âge de 23 ans pour y étudier la Physique et la Chimie, il se tourne très rapidement vers l'histoire et les sciences sociales, développant une vision radicalement différente de l'Égyptologie pharaonique classique. Cheikh Anita Diop affirme que l'Égypte antique était peuplée d'africains noirs, ce que beaucoup d'égyptologue de l'époque ne pouvait simplement pas entendre. Sa thèse (refusée une première fois en 1951 par l'université) ne sera acceptée que 9 ans plus tard en 1960. Publiées cependant en 1954 par Présence africaine sous le titre de « *Nations nègres et cultures : De l'antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire aujourd'hui* », les thèses de Cheikh Anta Diop rencontrèrent un grand succès dans les milieux intellectuels africains mais pas seulement.

L'œuvre de Cheikh Anta Diop contribua à la reconnaissance d'une Égypte pharaonique nègre, bien que les égyptologues européens de l'époque aient beaucoup de mal à l'admettre. Il était

effectivement bien difficile d'accepter que les maîtres des pyramides, des calculs mathématiques si complexes, qui ont enseigné la géométrie à Pythagore et à Thalès puissent être de la même couleur noire que ceux là même qu'on domine et colonise, en prétendant leur apporter la civilisation. Comment admettre en effet que Ramsès II, Toutankhamon et Akhenaton soient des nègres...Et pourtant, les démonstrations de Cheikh Anta Diop sont claires comme l'eau de roche. « *Pour nous, écrit Cheikh Anta Diop, le retour à l'Égypte dans tous les domaines est la condition nécessaire pour réconcilier les civilisations africaines avec l'histoire, pour pouvoir bâtir un corps de sciences humaines modernes, pour rénover la culture africaine. Loin d'être une délectation sur le passé, un regard vers l'Égypte antique est la meilleure façon de concevoir et de bâtir notre futur culturel. L'Égypte jouera, dans la culture africaine repensée et renouée, le même rôle que les antiquités gréco-latines dans la culture occidentale* ». Cheikh Anta Diop ira jusqu'à faire des tests de mélanine sur des momies égyptiennes dans son laboratoire de datation au carbone 14 créé en 1966 (le premier en Afrique) à l'université de Dakar (aujourd'hui rebaptisée Université Cheikh Anta Diop). Sa formation pluridisciplinaire lui aura permis d'accéder à la vérité que personne ne voulait admettre.



Sa vision politique aussi était en contradiction avec celles des hommes politiques de son temps notamment celles de Léopold Sédar Senghor, l'homme de lettres, amoureux de la langue française. Cheikh Anta Diop affirmait que c'est dans les langues locales qu'il fallait enseigner les sciences et faire l'éducation des Africains. Opposant politique à Senghor dès les indépendances en 1960, il crée dans la clandestinité le RND (Rassemblement National Démocratique) en 1976, un parti qui se réclame du panafricanisme. Diop défend l'idée d'une Afrique fédérale tournée vers ses propres valeurs et son histoire riche et non corrompue par l'Europe (conscience historique) qui seule permettra l'émergence de l'Afrique et son développement.

Mais si Cheikh Anta Diop a tenu à défendre la dignité de l'homme noir, c'est pour contribuer à un idéal bien plus grand encore, celui de l'homme tout court. Comme il le précise lui-même : « *Nous aspirons tous au triomphe de la notion d'espèce humaine dans les esprits et dans les consciences, de sorte que l'histoire particulière de telle ou telle race s'efface devant celle de l'homme tout court.* »

Espérons donc que Sarkozy et son scribe<sup>[ii]</sup> méditent ces sages paroles du dernier pharaon noir. L'histoire n'appartient pas à tel ou tel peuple, elle appartient à l'homme tout court.

**Moulzo**

<sup>[i]</sup> L'Afrique répond à sarkozy, collectif, Editions Philippe Ray, 2008

<sup>[ii]</sup> Henri Guaino la plume de Sarkozy pour son discours de Dakar

## « SOMBRES BOURREAUX » - Noirs chez les nazis

De Serge BILÉ – Editions :Pascal GALOBE

Si le Capitaine N'TCHORERE, originaire du Togo, a sacrifié sa vie le 7 Juin 1940 à Airesne, petit village de la somme, il n'en fut pas de même pour beaucoup d'entre eux qui choisirent le camp des nazis.

Nous sommes en 1968 à Bordeaux, la grève bat son plein et le Général De Gaulle promet de battre la « chienlit ». Les dockers sont tous en grève, sauf un, malade qui reste au fond de son lit. Il s'agit de Norbert Désirée, guadeloupéen, arrivé en 1942 et ex membre de la Légion des Volontaires Français contre le bolchévisme. Il veut intégrer la Waffen SS, mais n'étant pas aryen, ni même blanc, il sera envoyé .... en camp de concentration.

Il avait pour modèle, le Capitaine de vaisseau Camille MORTENOL, qui commanda la défense aérienne de Paris contre les attaques nocturnes de l'aviation Allemande pendant la guerre de 14-18.

C'est à la faveur d'une rumeur de cession des colonies françaises des Caraïbes aux USA, que N. Désirée, et d'autres de sa générations embarqueront pour la France. Il ignore qu'avec quelques uns de sa couleur il sera bientôt, avec l'émergence du nazisme et du fascisme, confronté aux mêmes choix et aux mêmes décisions. Collaborer ou résister.

Et si la communauté afro-antillaise est sensible à la lutte des républicains espagnols et de l'anticolonialisme, tel le socialiste Raphael Elizé (1), ou le chanteur franco-ivoirien John William (2) qui s'engageront auprès des FFI, d'autres, comme Henry LEMERY, Ministre de la Justice en 1934, combattra le communisme en soutenant le régime Franquist.

Tous les pays en guerre en Europe, connaissons leur nazis noirs. Beaucoup agiront pour le compte du IIIème Reich en Afrique ou en Amérique du Sud, uniquement par haine des colonisateurs. L'Afrique du Sud jouera un rôle prépondérant par son ralliement au III Reich.

Beaucoup d'intellectuels afro-caraïbéens apporteront, souvent à leur tort, une « collaboration » au régime de Pétain. C'est le cas de Damas qui lisait ses contes guyanais à Radio-Vichy, mais s'engagea au Front National de l'Indépendance de la France, un mouvement de résistance, il en sera même décoré alors que la cantatrice Germaine Lubin, métisse afro-kabyle, qui interprétera Isolde de Wagner à Bayreuth en 1938 accompagnée par Herbert Von Karayan (membre du Parti Nazi) et dont Hitler fera « sa petite princesse noire ». Elle sera condamnée pour collaboration en 1945.

C'est aussi un « nègre-blanc », Lawrence Dennis qui inspirera dès 1929 le mouvement nazi américain, dont Georges Lincoln Rockwell, un blanc sudiste, assurera la promotion lors du fameux interview accordé en 1962 à Alex Haley, pas encore auteur de « Racines », pour le magazine « Play Boy ».

Serge Bilé, à travers cet ouvrage, pose une bombe en révélant ce coté sombre de la présence afro-caraïbéenne en France. Loin de juger ses hommes et femmes, il tente de démontrer le mécanisme qui pousse certains à collaborer avec leur propre bourreaux, quitte à en devenir un. Haine de l'autre, processus colonial d'auto-dévalorisation, peuvent entre autre expliquer ce phénomène.

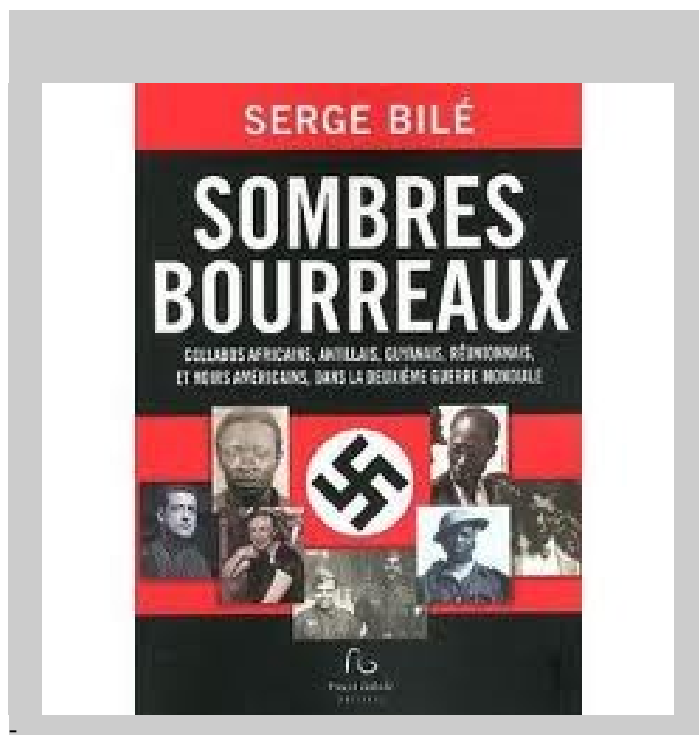
Mais n'oublions pas qu'ils furent plus nombreux, célèbres ou anonyme à payer de leur vie leur engagement au sein de la résistance mais aussi de l'Armée de De Gaulle, tels Joséphine BAKER ou Félix EBOUE sans qui le débarquement en Afrique et en France n'aurait pas eu lieu et sans lesquels nous ne serions

pas libres.

Et comme le disait Raphael Elizée : « Bon dieu qu'ils nous tuent tous, et que la terre soit débarrassée de ces sauvages ».

**Mariam SERI-SIDIBE**

- (1) Raphael Elisée, premier Maire Noir de France. Elu à Sablé-sur-Sarthe (actuellement dirigé par François FILLON) de 1929 à 1943. Membre de la résistance il fut déporté sur dénonciation à Buchenwald le 9 Février 1945 ou il mourut le soir-même. Il exerça également en tant que vétérinaire à Hirson (Aisne, ma ville d'adoption) de 1939 à 1940.
- (2) John William, de son vrai nom Ernest Charles Huss, né à Grand Bassam en Cote d'Ivoire, de mère ivoirienne et de père alsacien. Résistant communiste, déporté à Neuengame (Hambourg, Allemagne). Président de l'Association des Déportés de France, Chevalier de la Légion d'Honneur le 16 Décembre 2005.



# Albert Camus, un auteur colonialiste?

Pour expliquer la pérennité du succès d'Albert Camus auteur incontesté (incontestable?) des lettres françaises, c'est peut-être du côté d'un contexte politique porteur, propulsant les auteurs relais de l'idéologie dominante qu'il faut chercher. Yves Ansel, spécialiste aussi brillant que controversé propose une analyse discordante dans un essai encore en quête d'éditeur: *Albert Camus, Totem et Tabou*. Voici un résumé des thèses défendues et qu'il a exprimées lors d'une interview accordée à Eric Michel. ([www.ericpierre-michel.blogspot.com](http://www.ericpierre-michel.blogspot.com))



Albert Camus

La littérature française est le miroir d'un système de classe favorisant les hommes issus d'une classe sociale privilégiée. Camus, lui, vient du peuple et enraccine son oeuvre dans son siècle. Ceci dit, la longévité de sa notoriété semble moins répondre à ses qualités littéraires qu'à une coïncidence avec une idéologie politico-étatique. La tentative de promotion d'une mémoire officielle permet à l'Etat de faire un tri dans la production artistique, pour gérer oubli ou célébration. La postérité est alors un réel enjeu politique dont jouit Albert Camus.

En 2010, pour le cinquantième anniversaire de sa mort, il est question de transférer les cendres du Prix Nobel 1957 au Panthéon. Son statut d'auteur classique le rend intouchable, encensé par ses laudateurs patentés et imperméable à tout discours dissonant. Camus, mort en 1960, n'a pas vu l'indépendance de l'Algérie. Ses tentatives pour enrayer la montée de la violence dans le conflit algérien ayant échoué, il se tait. Tandis que Sartre prend la parole, Camus tombe dans un oubli relatif, dont il sortira pour des motifs politiques, sans lien avec son style ou sa pensée. C'est la chute du monde bipolaire, la fin des idéologies, l'effacement du communisme qui l'auréolent d'une imagerie hagiographique, contrairement à Sartre ou Aragon.

Mythes et réalités autour de Camus: on assiste depuis les années 1990 au refoulement de tout ce qui pourrait faire désordre dans l'iconographie du personnage. Or, cette légende est lourdement entachée par le rapport de Camus à l'Algérie, et à la colonisation française dans son ensemble.

La (re)lecture de *L'Etranger*, publié en 1942, nous éclaire. Sur une plage écrasée de soleil, Meursault, un pied noir tire sur un Arabe (le mot «Algérien» n'est jamais écrit) armé d'un couteau. Jugé, il est condamné à mort non pour le meurtre d'un homme, mais pour son absence de relation au monde, étrange(r) parce qu'il n'a pas pleuré à l'enterrement de sa mère, a fumé une cigarette devant son cercueil.

Un système dans lequel tout ceci a plus de sens que le meurtre d'un homme porte un nom: la colonisation, où le colonisé n'a aucune valeur. Le procès qui s'ensuit ne fait pas référence à la mort d'un homme, totalement néantisé. L'explication officielle de l'assassinat est le soleil qui aurait fait perdre tout discernement à Meursault. Mais le roman se ferme sur le mot *Haine*, celle qui

anime Meursault, annonçant peu de temps avant de retrouver sa victime: «*s'il tire son couteau, je le descendrai*». Il s'agit bien d'un meurtre prémédité, et non involontaire et gratuit. Depuis 1942, un contresens officiel fait de *L'Etranger* l'illustration de la philosophie de l'absurde.

Malgré le décodage des enjeux idéologiques de ce texte par l'historien, Pierre Nora, dans *Les Français d'Algérie* (1961), il reste encore impensable en France de voir l'empreinte de la mentalité colonialiste dans ce livre. *L'Etranger* détruit la légende soigneusement entretenue d'une Algérie de la coexistence pacifique entre colons et colonisés, celle que Camus journaliste dépeint dans ses articles de *Combat* ou *l'Express*. De même, *La Femme adultère* révèle le racisme inhérent au colonialisme, tandis que *Le Premier homme* exhume les atrocités des guerres coloniales, des vérités que Camus se refuse à énoncer dans ses diverses chroniques.

Les fétichistes de Camus contestent cette vision du grand homme et dégagent *Misère de la Kabylie*, article paru en 1939 dans *Alger Républicain* en juin 1939 parce qu'à leurs yeux il prouve la bonne volonté, la générosité et la lucidité du grand auteur visionnaire. Une lecture attentive montre pourtant qu'il émane d'un homme favorable à la colonisation.

Trois voies étaient possibles: Une Algérie indépendante, la conservation de l'Algérie française y compris par la guerre ou le maintien de l'Algérie française, moyennant concessions et réformes pour une plus grande justice.

C'est la voie du compromis, celle du «colon de bonne volonté» (A. Memmi) que choisit Camus comme un certain nombre de pieds-noirs progressistes qui, sentant qu'on ne peut indéfiniment tenir en respect la population indigène sans faire d'«efforts» en vue de leur liberté, non de leur émancipation, tentent de préserver les acquis en humanisant le système.

Camus ne pense que dans les termes et dans le cadre de la colonie, l'auteur de *Misère de la Kabylie* est incapable de s'en prendre aux racines mêmes du système colonial. Il raisonne en termes d'assimilation, de fraternité, de générosité, voire de colonisation positive. A ses yeux, la conquête coloniale aide les peuples conquis à garder leur personnalité. C'est ne tenir aucun compte de l'aculturation et de la destruction qu'impose la colonisation.

Pour justifier le constant refus d'une Algérie coupée de la France, Camus en évoque systématiquement les «racines séculaires», (1830!) l'ancienneté de l'implantation du peuple français en Algérie, en occultant sciemment la violence de l'armée d'occupation: spoliations, exterminations, projet génocidaire. Il y a ses silences, aussi. Pas un mot sur Sétif et Guelma en 1945. Camus n'a pu concevoir une Algérie indépendante. Il écrit dans *Combat*: «*C'est la force infinie de la justice, et elle seule, qui doit nous aider à reconquérir l'Algérie et ses habitants*».

On a admiré Camus pour avoir osé écrire dans *L'Homme révolté*, que le stalinisme et le nazisme étaient deux totalitarismes et d'avoir dénoncé les camps stalinien quand la gauche intellectuelle s'abstenait d'ouvrir les yeux. Mais la Guerre d'Algérie remet cette postérité en perspective. Camus ne conteste pas l'essence même du fait colonial, qui ne peut en aucun cas être moralisé!

A cette analyse rigoureuse, on pourrait objecter que Camus, directement concerné par les répercussions en Algérie, préférerait la prudence. Mais l'affectif ne doit pas prendre le pas sur le légitime.

Est-il alors possible d'oublier que Camus fut celui qui refusa de signer la lettre de soutien à Henri Alleg, celui qui dit: «*Entre la justice et ma mère, je choisis ma mère*»?

**Gisèle Felhendler**

# Un cimetière marin dans l'Océan Indien: Un Dhikri pour nos morts. Soeuf Elbadawi

D'abord, les mots:

Kwassas: vedettes rapides utilisées par une partie de la population comorienne pour rejoindre Maore (Mayotte française)

Dhikri: rituel soufi d'invocation divine pratiqué aux Comores pour honorer les morts



Soeuf Elbadawi – photo G. Bastide

Visa Balladur: 18 Janvier 1995 Le gouvernement Balladur en France impose un visa pour tout ressortissant comorien souhaitant se rendre à Mayotte. Mesure honteusement électoraliste, qualifiée par Pierre Caminade de «mur de Berlin aquatique», qui génère l'atroce tragédie des traversées fatales en kwassa. Auparavant, les habitants de l'archipel circulaient librement d'une île à l'autre, au gré des liens familiaux et de l'histoire partagée. Depuis, à cause de cette persécution administrative, des milliers de Comoriens font la traversée entre Anjouan et Mayotte au péril de leur vie. Ce visa a la perversité de transformer les Comoriens non français en étrangers clandestins à Mayotte. Hallucinant lorsque l'on sait qu'au regard du Droit International, qui considère Mayotte comme un territoire occupé par la France depuis 1975, les Comoriens ne peuvent être « clandestins » dans leur propre pays!

Si les kwassas tentent désespérément d'atteindre le «101è département français», c'est bien que l'Etat Colonial et son lobby militaro-économique jouent la destruction de l'Union des Comores, narguant les multiples condamnations des instances internationales. Et organise la division des habitants de Maore, la vidant de ses indépendantistes, toujours fichés et surveillés.

Avec cet hommage intense aux victimes noyées dans les kwassas le dramaturge, comédien et journaliste **Soeuf Elbadawi**, directeur de la compagnie **O Mcezo**, dérange et interpelle les consciences.

Cet agitateur d'idées citoyen a conçu un long poème à une seule voix, celle d'un homme brisé et révolté.

Comme une longue plainte à la mémoire de ces innocent-es, assassiné-es par une politique illégitime qui sépare un peuple et engendre la haine.

Le théâtre n'est pas une expression artistique habituelle aux Comores. Tout est donc à construire, à inventer. Soeuf Elbadawi, artiste rare et original, est à l'initiative de l'émergence d'une scène impliquée dans sa réalité citoyenne. Le questionnement permanent s'inscrit dans la réflexion collective des Comores. La créativité de ce spectacle, mêlant texte et sons, est incroyablement novatrice.



Le regard qui envahit tout...- Photo G. Bastide

Cet ovni théâtral s'inscrit dans une cohérence artistique complète en miroir d'une exposition de textes et de photos. Car Soeuf Elbadawi est dans cette urgence qui le pousse à envahir tout

l'espace possible en élaborant des formes d'expressions plurielles, conjuguant musiques, paroles, images, scénographie pour dénoncer la cruauté et l'absurdité d'une politique qui fabrique des étrangers dans leur propre pays, quand elle ne les condamne pas à une mort annoncée.

Sur les murs, quelques lignes d'un poème de William Souny, extrait du recueil à paraître *Trash Komor 99*.

*Ce que nous avons enduré du barbouze,*

*Ce que bouffons*

*Et courtisans*

*Ont appris de lui,*

*«Il était une fois l'égalité des frères»*

*L'égalité dans le naufrage.*

**Gisèle Felhendler**

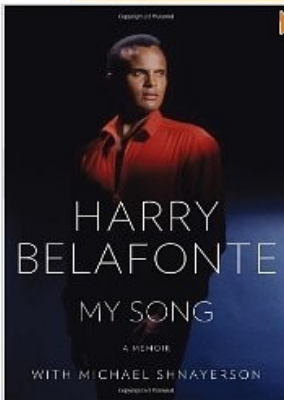
**Confluences 190 Boulevard de Charonne Paris 11ème**

**Un dhikri pour nos morts**

Spectacle de Soeuf Elbadawi et exposition (photos, affiches, textes, peintures et vidéo) de Saïdoune Ben Ali, Anssoufouddine Mohamed, William Souny, Seda, Mounir Allaoui et Soeuf Elbadawi, Janvier 2012

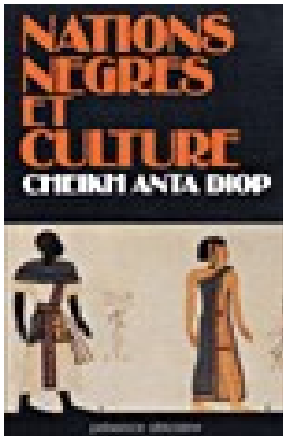
## A lire

Cliquez pour **Feuilleter!**



Artiste hors pair, Harry Belafonte publie à l'âge de 84 ans son autobiographie. Homme de combat tant pour les droits civiques des noirs américains, ce compagnon de Martin Luther King s'est aussi battu pour la cause des noirs sud africains persécutés par le régime de l'apartheid en adoubant Myriam Makeba, icône de la lutte anti-apartheid. Harry l'artiste complet est surtout une étoile...noire.

## A Relire



Avec quarante ans de recul on s'aperçoit que les grands thèmes développés dans *NATIONS NÈGRES ET CULTURE*, non seulement n'ont pas vieilli, mais sont maintenant accueillis et discutés comme des vérités scientifiques, alors qu'à l'époque ces idées paraissaient si révolutionnaires que très peu d'intellectuels africains osaient y adhérer. L'indépendance de l'Afrique, la création d'un Etat Fédéral continental africain, l'origine africaine et négroïde de l'humanité et de la civilisation, l'origine nègre de la civilisation égypto-nubienne, l'identification des grands courants migratoires et la formation des ethnies africaines, etc., tels sont quelques thèmes principaux explorés par Cheikh Anta Diop, l'historien africain le plus considérable de ce temps

## *Cases Rebelles, émission web de révolutionnaires noirEs en colère*



<http://www.cases-rebelles.org>

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: [afriquesenlutte@yahoo.fr](mailto:afriquesenlutte@yahoo.fr); site: [www.afriquesenlutte.org](http://www.afriquesenlutte.org)  
NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil - site : <http://www.npa2009.org>